Révolution numérique et société

CULTURE ET POLITIQUE DES MACHINES INFORMATIONNELLES

Une contribution de Philippe Herzog au débat public



La mise en œuvre de l'intelligence artificielle avance telle une vague que ses promoteurs voudraient irrésistible, mais la prise de conscience des risques a commencé. « Nous devons maintenant mieux comprendre les enjeux et ne pas cultiver un sentiment de catastrophe » nous dit Philippe Herzog dans son article.

L'IA est une nouvelle étape d'une révolution technologique au cœur d'une grande transformation du capitalisme et des institutions qui bouleverse les individus et les sociétés. Le sentiment d'une crise systémique est justifié, aussi la maitrise publique et sociale de l'IA est-elle indissociable de défis qui impliquent une prise de conscience individuelle et collective lucide et profonde. Philippe Herzog revient sur les origines et la spécificité de la révolution numérique afin de comprendre pourquoi une promesse d'autonomie, et donc de liberté, s'est retournée en assujettissement. Il nous éclaire sur les enjeux culturel, politique et économique étroitement imbriqués qui relèvent de choix de société et sont objets de combats où se joue l'avenir de la civilisation et de l'être humain.

AU SOMMAIRE

- **De la liberté à l'assujettissement**
- **Conscience de soi et de l'humanité : une nécessaire révolution culturelle**
- **Pouvoir et conscience politique : l'urgence d'une révolution démocratique**
- **Impacts et mensonges : un combat pour la vérité**
- **Des combats de civilisation**

A l'invitation des Cahiers d'Europe 21, d'OpenWorld, du CLE et de la SMLH

Révolution numérique et société

Venez dialoguer avec Philippe Herzog

Alexandru Andreï et **Laurent Iô** réagiront et poseront leurs questions avant un échange avec la salle

Mercredi 2 décembre 2026

De 18 heures à 20 heures

Salle Pierrotet à la Mairie du 5ème - Place du Panthéon

MERCI de vous inscrire auprès de claude fischer-herzog@entretiens-europeens.org – Tél 06 72 84 13 59

De la liberté à l'assujettissement

La révolution numérique n'est pas simplement une nouvelle révolution industrielle. Celle-ci a eu lieu au cœur de la production, marquée par la transformation du rapport de l'homme à l'outil, lequel se substituait à sa main et à son énergie. Aujourd'hui la révolution numérique doit être qualifiée de révolution informationnelle parce qu'elle fait intervenir des machines dans le fonctionnement même de l'esprit humain, de la formation des sujets, de leurs liens et activités. L'information n'est pas un produit comme les produits de consommation ordinaires, elle se transmet, se transforme et revient enrichie ou dénaturée. La révolution numérique est donc aussi une révolution anthropologique et culturelle. Des machines se substituent à des activités cognitives, elles pénètrent l'émotion et l'imaginaire, la conscience de soi et des rapports sociaux.

La révolution industrielle a permis des progrès exceptionnels de croissance et de niveau de vie mais accompagnés aussi de guerres mondiales, et l'extermination des Juifs par les nazis a fait l'objet d'une vaste entreprise industrielle. Aujourd'hui une mutation de l'homme est engagée dont on ne saurait affirmer que c'est un progrès plutôt qu'une catastrophe.

L'emprise de la propagande des Etats fascistes et des idéologies portées par les mouvements antisémites et racistes aux Etats-Unis et en Europe dans les années 1930-1940 n'a été renversée ensuite que grâce à des luttes dont la force morale et humaniste soulève encore l'admiration. Et lors de la 2ème guerre mondiale quand les armées alliées étaient confrontées à de graves problèmes d'information et de communication, des solutions ont été trouvées grâce à des innovations technologiques dont l'IA se nourrit encore. Il est remarquable mais oublié que des chercheurs géniaux ont alors considéré que ces enjeux étaient autant moraux et sociétaux que techniques. Réunis lors des conférences de Macy entre 1942 et 1953, ils ont eu l'ambition d'édifier « une science générale du fonctionnement de l'esprit ».

Un des plus grands penseurs du XXème siècle, Norbert Wiener, y a participé. Enfant prodige (à 18 ans, il reçoit le diplôme de docteur en mathématiques à Harvard), humaniste (il a aussi enseigné la philosophie), il publie en 1952 un livre « Cybernétique et société » qui eut un énorme retentissement. Le mot de cybernétique, inspiré du grec, désigne les modes d'échange d'informations interactifs entre les hommes et leurs machines, ainsi qu'entre les machines elles-mêmes, formant des systèmes complexes. Ces machines ont été activées sur des réseaux dont l'interconnexion sera généralisée dans les années 1980-1990. Le sous-titre du livre de Norbert Wiener était intitulé « L'usage humain des êtres humains ». Refusant de participer au projet Manhattan pour la bombe nucléaire, il avait déjà le souci d'exposer, en même temps que le potentiel des nouvelles innovations, les risques d'un usage inhumain où les êtres humains seraient en quelque sorte soumis à des robots.

Tout jeune statisticien et économiste, la lecture du livre de Norbert Wiener en 1965 a été pour moi un choc. Elle m'a conduit à une incursion dans l'histoire des technologies et aussi dans l'imaginaire de la science-fiction, notamment celle d'Isaac Asimov, où l'usage des robots et le devenir de la civilisation sont intimement mêlés.

Dès la fin des années 1950, ces écrits ont séduit de jeunes Américains, contribuant à l'émergence d'une contre-culture refusant toute injonction descendante des pouvoirs en place, hostile aux institutions hiérarchiques de l'ordre social et politique. La question de l'autonomie des individus a ainsi pris une très grande ampleur. Elle concerne l'exercice de la liberté qui divise les Américains depuis l'origine de leur Constitution. Pour Thomas Jefferson, 3ème président des Etats-Unis au début du 19ème siècle, la généralisation de la propriété individuelle privée est le seul moyen de se protéger des risques afférant aux régimes autoritaires. Pour lui, elle inclut une propriété privée des êtres humains. D'ailleurs, ce champion des petits fermiers et des entrepreneurs innovants possédait deux cents esclaves. Puis vint Lincoln, l'abolition de l'esclavage et l'essor des grandes luttes pour les droits humains, civiques et sociaux. Cela étant, le racisme et l'antisémitisme sont restés vivaces.

Les hippies de Californie étaient libéraux, les uns cherchant un retour à la nature, les autres inspirés par le linguiste Mac Luhan imaginaient qu'avec les nouveaux médias le pouvoir des gouvernements pourrait être aboli. Plus besoin de délégation quand les individus pourraient librement exprimer leur choix dans un Agora électronique où le dialogue remplacerait la propagande. Des communautés ont été créées, des mouvements ont tenté d'instaurer une démocratie directe. Mais les enjeux des sciences de l'information et de la communication ont été réduits aux problèmes des messages et des codes, ignorant ceux du sujet humain et du bien commun. En France les philosophes de la déconstruction, également marqués par la linguistique et sans culture économique, n'ont pas saisi les impacts de la révolution technologique sur la démocratie. J'ai vécu et combattu ce choc idéologique à Vincennes où j'ai enseigné en 1970.

Fred Turner a écrit un bel ouvrage sur la récupération politique de l'idéologie de la contre-culture, intitulé « Politique des machines ». Allergiques à l'autorité, les jeunes artisans libertaires du numérique étaient tous viscéralement croyants dans les potentiels de la technique. Avec elle, ils voulaient changer le monde. L'industrie capitaliste a saisi l'opportunité de faire appel à eux. Disposant d'une grande autonomie et surpayés, ils ont formé une sorte de classe virtuelle. Ceci a infusé dans toute la société, et il est fascinant d'observer que la Nouvelle Gauche et la Nouvelle Droite américaines qui s'opposaient ont néanmoins convergé en politique, permettant ainsi la formation du néolibéralisme marquant la grande transformation du capitalisme contemporain depuis les années 1980. « David a renversé Goliath » clamait Ronald Reagan, stigmatisant l'Etat interventionniste. Les ingénieurs-entrepreneurs remplaçaient les

autocrates et la libre entreprise pouvait pleinement se déployer. L'époque de la contre-culture était terminée, le mythe de l'Agora électronique a fait place à un vaste marché du numérique comme l'ont montré les Britanniques Barbrook et Cameron dans leur article de référence « L'idéologie californienne » (1995).

La mise en place des réseaux Internet et le développement des puces électroniques, des téléphones portables, ont permis de déployer des interconnexions sur un marché globalisé à l'échelle de la planète. Les géants de la technologie, formant une oligarchie, ont bénéficié des faveurs de l'Etat américain - suppressions d'impôts, subventions publiques, contrats pour la recherche et le développement avec le concours des agences publiques - et ont marché main dans la main avec de grands investisseurs financiers. Une puissante industrie financière globale s'est bâtie avec le soutien des Etats. Puisant dans l'intimité et l'activité de l'individu et des organisations de la société civile, les géants de la high Tech ont extrait une nouvelle matière première, un nouvel or noir : les datas, exploités et circulant en temps réel dans le monde entier. L'IA est le nouveau Graal : les fonctions cognitives et corporelles, les émotions et les actes des êtres humains peuvent tous être transformés en marchandises. Et en guise d'extension du règne des libertés, nous vivons à l'ère du « capitalisme de surveillance » ainsi dénommé par Sushana Suboff dans un livre de référence.

La compétition mondiale a grandi, elle est féroce. Les intérêts des grandes firmes américaines, appuyés par l'exportation des règles unilatérales des Etats-Unis, sont confrontés à la montée impérieuse de la Chine, qui avec d'autres puissances forment des coalitions. La perspective de profits faramineux en proportion des valeurs boursières sur-dopées à Wall Street est très incertaine et une crise systémique menace. L'autonomie des Américains n'est pas compatible avec celle des autres peuples, le monde n'est pas le village imaginé par Mac Luhan, et aux Etats-Unis mêmes, une majorité de la population commence à se détourner de ses oligarques et de leur propagande.

Dans ce contexte, Fred Turner observe l'émergence d'une « idéologie texane ». Le paradis californien n'est plus ce qu'il était. Les entrepreneurs de la Tech bien abrités étaient aveugles des conditions concrètes de la vie des autres en Californie : pauvreté, crise du logement, école en faillite, dégradation de l'environnement. Ils ne peuvent plus les ignorer. Certains restent sur place comme Meta de Facebook, moyennant de nouvelles faveurs de l'Etat californien, d'autres émigrent au Texas. Ils pompent toujours plus de ressources en électricité, en eau, en matériaux rares, ils se servent des cryptomonnaies. Forts du soutien de politiques de tous bords, inspirés par des idéologues comme Peter Thiel et prenant appui sur des mouvements fondamentalistes, les géants de l'IA professent un nouvel imaginaire. Certains pensent sans doute comme le magnat du pétrole Tim Dunn : « je travaille pour Dieu, et Dieu m'a confié plusieurs tâches à accomplir ».

Cela étant, je me garderai d'utiliser la notion de « techno fascistes » à leur sujet car elle dispense de réfléchir à la grande nouveauté de l'époque, et ne pas voir que les oligarques ne sont pas les seuls responsables de la situation actuelle. Dans le monde entier, les Etats et les sociétés se sont rués sur le marché global des applications du numérique. Tous consommateurs. Dans les pays développés les addictions se sont multipliées. Dans les pays en développement comme en Afrique, des peuples y ont trouvé des outils utiles voire nécessaires pour répondre à leurs besoins et prendre place dans la mondialisation. La Chine a créé ses propres superchampions. L'Europe a joué le rôle de consommateur de masse passif, de promoteur de la « libre concurrence », d'importateur zélé. Tenter d'imiter les autres en créant ses champions est vain, sa seule chance est de comprendre que l'information est une question d'intérêt général et non pas étroitement commercial, et qu'elle doit se doter d'une maîtrise des infrastructures nécessaires à sa propre production.

Conscience de soi et de l'humanité : une nécessaire révolution culturelle

Dario Amodei, PDG d'Anthropic, a reconnu que l'IA présente des risques pour l'éthique et la sécurité, il a même parlé de risques existentiels pour l'humanité. Mais dans une vive compétition il tente comme ses concurrents d'accélérer. Et de façon générale les dirigeants politiques nous somment de nous adapter. Que les nouvelles machines offrent des services personnels appréciables c'est un fait, mais quand avec l'IA, elles deviennent des confidents au point que certains en sont « amoureux », rien ne va plus.

Faut-il être optimiste ou pessimiste ? Question stérile ! Et parler d'un péril existentiel sans plus de précision c'est nourrir le risque d'une démission. La bonne question est celle d'une maitrise publique et la difficulté est qu'elle nécessite une prise de conscience individuelle et collective. De nombreuses contributions voient le jour, et celle du pape Léon XIV avec son encyclique « Magnifique humanité » est notamment appréciée. Son passage en France a été vécu comme un moment de fraîcheur et de motivation. Dire simplement qu'il faut donner sens à une révolution technologique qui en manque singulièrement, donner confiance aux jeunes, à tous ceux qui craignent l'avenir, ce n'est pas rien. Il y a besoin d'un vaste mouvement de régénération et d'engagement faisant appel à plusieurs sources spirituelles.

Ceci commence par un discernement : la technique n'est jamais neutre. En guise de progrès le niveau de vie baisse, et même ceux de la médecine sont contrebattus par la dégradation de la santé mentale des jeunes et des travailleurs. L'opacité du processus de traitement

des données est criante : les algorithmes sont invisibles, secrets professionnels des firmes en compétition, boîtes noires indéchiffrables pour le public. Plus le système des machines informationnelles se nourrit de nos datas, plus il se développe par lui-même, et avec l'IA générative, il s'émanciperait de tout contrôle sociétal. Le langage des algorithmes n'est compréhensible que pour des mathématiciens et informaticiens hyper qualifiés. L'innovation étant dévoyée, la recherche fondamentale s'affaiblit. L'écart entre la science et la formation se creuse quand l'apprentissage du calcul chute, les jeunes se détournent des études scientifiques et la raison défaille.

Sur les réseaux sociaux chacun peut librement contredire ce que dit la science académique ou la parole publique, mais chacun peut aussi être analphabète et mal intentionné. Une indistinction grandissante se produit entre le vrai et le faux. Derrière les fake-news les fabricants de l'ignorance sont à l'œuvre. La capture du temps et de l'attention personnels par les firmes de la Tech fait l'objet d'une concurrence acharnée sur le marché, et l'émotion des gens est de plus en plus capturée. (Pierre Noël Giraud et Eva Illouz ont exposé ces réalités dans leurs livres). Le bombardement informationnel engendre une désocialisation, et les réseaux sociaux accentuent le repli sur soi. L'abondance des informations superficielles sur le monde extérieur contribue à ce que le Pape François avait appelé « la mondialisation de l'indifférence » face aux drames des autres.

Léon XIV appelle à « désarmer l'IA » en parlant justement d'une corruption morale. Après les régimes fascistes et les deux guerres mondiales, des mouvements civils avaient donné l'exemple d'un « réarmement moral ». Aujourd'hui il y a besoin à nouveau d'un grand effort de reprise de conscience morale et politique, d'une profonde introspection critique personnelle et collective. Qu'elle est difficile à saisir cette « civilisation de l'amour » dont parle Léon XIV en disciple de Saint-Augustin, obsédé par la recherche de vérité. Le Pape souhaite redonner à comprendre l'amour comme une vérité transcendante. Mais n'est-ce pas trop abstrait, et faut-il se référer à Dieu pour cela ? L'opposition que faisait Saint-Augustin entre la Cité de Dieu et la Cité des hommes est-elle d'un grand secours ? Quoi qu'il en soi, c'est dans la Cité des hommes et particulièrement en politique que nous avons à répondre à l'aspiration morale et à une quête de sens qui heureusement restent vivaces.

Les pionniers de la Tech ont à l'origine été animés par une farouche volonté d'autonomie personnelle, aujourd'hui à bien des égards elle s'est dangereusement réduite. Les philosophes distinguent l'autonomie de l'hétéronomie, c'est-à-dire la soumission aux règles ou aux lois imposées de l'extérieur. Chacun de nous est effectivement en tension entre ces deux termes, et c'est toujours un dilemme, une question de choix où le sujet cherche à prendre le dessus. Avec Hitler l'essence de l'homme n'était plus la liberté, et le monde d'hier, celui des Lumières, était en régression. Zweig a ressenti « une mort de l'homme » et s'est suicidé. Une renaissance a pu être entreprise mais Vaclav Havel et des philosophes tchèques ont eu raison d'alerter : « ce qui s'est passé ne peut plus disparaître ». Le génocide ne doit pas quitter la mémoire. Des hommes ont exterminé d'autres hommes, et dès lors le regard de l'individu sur soi et sur autrui ne peut plus rester le même. Il ne doit plus être indifférent. Le philosophe juif Emmanuel Levinas a remarquablement exploré ce défi d'une éthique de l'altérité pour notre époque. « Autrui me précède et il est infiniment autre ».

Le sujet de la raison cartésienne, le « Je » du Cogito, n'est plus valide : la relation à autrui précède et conditionne toujours la connaissance. Le moi égoïste doit se remettre en cause par la rencontre face à face avec autrui sans se soumettre à l'intermédiation des réseaux. Il faut comprendre que mes obligations envers autrui précèdent mes droits, sinon il n'y a pas de société juste – Simone Weil aussi avait dit ça. Il n'y a pas de droit inconditionné, je dois justifier ma liberté. Levinas fait de la responsabilité d'autrui un impératif moral et les institutions pour être justes doivent en alléger la charge individuelle en mutualisant les obligations. Si les luttes sociales n'intègrent pas ces notions, la haine monte. Et si pour réduire les inégalités on fait de la répartition des richesses l'alpha et l'omega d'une réduction des inégalités, on risque fort d'accentuer le ressentiment. C'est dans les asymétries de pouvoir et de rôle dans l'information, le travail et la politique que se fonde l'injustice. C'est pourquoi la réforme de l'éducation est si nécessaire et doit viser le développement des capacités morales, critiques et actives de la jeunesse dans sa pluralité.

Plusieurs siècles ont passé depuis que Comenius célébrait l'Europe comme la grande école du monde, mais où sont les Condorcet, les Diderot ? Les Lumières sont perdues de vue. Une éducation nationale gouvernée par un Etat centralisé comme le nôtre gave les jeunes de « savoirs » concoctés par des élites se voulant experts en connaissance, sans discuter avec eux de leurs expériences et de leurs dilemmes. La crise est gravement amplifiée par l'impact de la révolution numérique. Elle engendre la perte de la lecture, de l'écriture, du calcul, en droit fil de la substitution du langage numérique au langage des humanistes. Rappelons que ceux-ci à l'origine traduisaient et imprimaient les grands ouvrages. Aujourd'hui tout est mesurable avec l'IA et ses codes, après quoi l'apprentissage de la langue et du dialogue est superflu. La chute de l'attention, de la concentration et du dialogue empêche toute connaissance véritable.

Apprendre à être un homme, c'était le sens de l'éducation depuis Socrate. Mais aujourd'hui à quoi bon quand les machines ont réponse à tout : un problème ? Une solution ! Les apprentissages professionnels eux-mêmes sont en régression. La formation devra être incluse dans le temps de travail et tout au long de la vie. Une culture du dialogue remplacera la simple affirmation de ses convictions par la clarification préalable des questionnements en commun. Les conflits seront plus constructifs quand les grands médias de communication donneront l'exemple, ce qui exige une déontologie, et quand les réseaux seront régulés. La fraternité proclamée dans notre République comme une valeur fondamentale aux côtés de liberté et l'égalité est en déshérence, il faudra apprendre à la régénérer. Il ne serait pas vain d'enseigner

dès le plus âge que Saint Paul, dans sa célèbre épitre aux Galates, appelait à dépasser les clivages entre homme et femme, maitre et esclave, juif et grec… : « Nous sommes tous frères ». Là est un véritable combat existentiel, sans lequel il n'y a pas de commune humanité.

L'imaginaire est un autre grand défi. L'homme réel et l'homme imaginaire sont indissociables et de tous temps, les arts ont eu un rôle majeur dans la formation de la conscience Ainsi l'art cinématographique dans la vie contemporaine est-il un enjeu démocratique car les images et les sons sont omniprésents. En ce sens Jean Douchet, qui fut avec André Bazin le plus grand critique français de cinéma, donnait à voir celui-ci comme un art d'aimer et d'apprendre. Il en a fait une vocation et une responsabilité en participant à des milliers de réunions dans les ciné-clubs. Lors d'une interview qu'il m'a donnée pour la revue de Confrontations Europe, il disait qu'après la Shoah et les deux guerres mondiales, le regard cinématographique avait changé. L'acteur nous fixe droit dans la caméra, l'émotion sollicite une interrogation éthique. Dans cet esprit notre ciné-club OpenWorld-Regards croisés, animé par Claude Fischer Herzog, est une contribution à voir le monde d'autrui les yeux dans les yeux.

Elon Musk et consorts font rêver d'un avenir où l'homme aura colonisé l'espace et vivra sur Mars. En attendant, il multiplie les investissements pour installer des satellites dans l'orbite terrestre d'où il peut vendre des services d'information exceptionnels, y compris aux industries de l'armement en préparation d'une cyberguerre. Et il fait rêver tout un chacun de voyages vers Mars. Dans un tout autre esprit, Ray Bradbury publiait en 1950 un roman-fiction « Chroniques martiennes » (1950) où après que la bombe nucléaire aura détruit ce monde terrestre, les humains qui restent se rueront vers des astronefs pour se réfugier vers Mars dans la confusion, l'inégalité et la violence. Quand Stanley Kubrick a filmé Docteur Folamour en 1964 c'était aussi pour militer contre la bombe nucléaire. Aujourd'hui la menace des bombes nucléaires est encore plus grande et l'IA est une bombe encore pire car plus diffuse et insidieuse.

Il faut impérativement démystifier l'IA. Cette technologie s'inscrit dans la longue trace qui depuis Descartes considère l'esprit comme « mécanisable » Or contrairement à l'intelligence humaine qui procède toujours d'une expérience personnelle vécue, indissociable du corps et d'une insertion dans le monde, l'IA n'a ni corps, ni expérience du monde. Elle est mise en œuvre par des machines conçues par des hommes pour obéir à des systèmes de règles ou/et en imitation du cerveau humain. Pilotées par des algorithmes, naviguant dans des océans de données, elles ont mission de fournir des messages et de piloter des esprits. (Cf. « Histoire culturelle de l'IA » sous la direction d'Alexandre Gefen). Notre cerveau et nos actes s'y adaptent d'autant plus qu'elles sont entraînées à faire plaisir et à dispenser d'efforts.

Ces machines informationnelles sont le fruit de multiples inventions. Je citerai en particulier le mathématicien Alan Turing qui a proposé le 1er modèle théorique de l'ordinateur. Pour la première fois, le projet Dartmouth de 1955 affiche l'ambition de construire des machines capables de simuler l'intelligence humaine. Norbert Wiener et Herbert Simon en ont été les pionniers. Pour les innovations dans le domaine des télécommunications, rendons hommage à Hedy Lamarr, star d'Hollywood qui, en 1941, a mis au point un système de cryptage des communications qui s'est révélé essentiel au développement de technologies comme le Wi-Fi, le Bluetooth ou le GPS.

Pouvoir et conscience politique : l'urgence d'une révolution démocratique

Francis Mer, ancien PDG d'Usinor et ministre, a lu et commenté mes Mémoires parues en 2018 : « D'une révolution à l'autre ». Il appelait les lecteurs de tous âges à « découvrir une opportunité unique de saisir vivante car vécue les problèmes et les opportunités du vivre ensemble aujourd'hui ». Ami et partenaire de l'association Confrontations Europe que j'ai créée avec ma compagne Claude Fischer Herzog, il disait partager une certaine dose de l'utopie au cœur de notre vie politique : la nécessité de passer d'une démocratie élective à une démocratie participative. Techniquement parlant, disait-il, la généralisation de cette participation est tout à fait concevable, mais encore faut-il « que le citoyen de base en ait envie, et qu'un effort considérable de conviction et d'éducation soit consenti pour le convaincre que cette démarche fait partie de sa responsabilité ».
Un des enjeux essentiels, par exemple, est d'acquérir une formation à l'économie très tôt, dès l'école primaire, et une faculté de participation dans le travail, la création et la production. A défaut, on demande tout à l'Etat. En France, une culture de contre-pouvoir et de protestation s'est installée contre les gouvernements, tandis que du côté des propriétaires des grandes entreprises, dirigeants du patronat et même des syndicats français, il n'est pas question de cogestion. Le « social » étant radicalement opposé à l'économique, on sur-joue aussi l'opposition entre riches et pauvres. On se croirait encore à l'époque du révolutionnaire Gracchus Babeuf ! Jamais Marx n'a confondu le problème des inégalités avec celui de la répartition des richesses, et notre société n'est plus celle de la lutte des classes entre la bourgeoisie et les travailleurs. Le sociologue américain Peter Turchin observe des sociétés occidentales profondément déstructurées entre une petite minorité concentrant un capital exorbitant, une surproduction d'élites diplômées exerçant des fonctions de pouvoir de contrôle, d'administration et de communication plus ou moins frustrées, et dont certaines veulent imposer leurs prescriptions et préjugés culturels, et des populations salariées ou de petites entreprises paupérisées. Ceci est propre au

contexte radicalement nouveau d'une révolution numérique sans maitrise sociale et publique. Et maintenant une « élite sociopathe » (ce sont les mots de l'écrivain da Ampoli) est en train de prendre un pouvoir politique en même temps qu'elle réinvente la société.

Bien documenté mais incroyablement négligé est le fait que les Etats européens ont ouvert aux géants de la Tech l'accès à des pans entiers de leurs pouvoirs régaliens en matière de sécurité civile et militaire (renseignement, surveillance), de régulation (investigation, services juridiques) et de gestion administrative. En leur livrant nos datas nous avons laissé aussi ces monopoles privés pénétrer les domaines de service public. On a commencé à réagir avec Thierry Breton pour tenter de reprendre le contrôle de nos données personnelles mais c'est trop peu. Le contrôle du capital et de l'innovation échappe. « Dans tous les coins du monde développé, de chaque réservoir d'épargne, de capital, affluent les financements pour leurs datas centers » écrit Richard Armstrong dans le Financial Times, excellent journal d'information sur le capitalisme global. Mais l'opposition populaire grandit et la profitabilité escomptée est très incertaine.

Quand Donald Trump a nommé Elon Musk ministre de la réforme de l'Etat fédéral au nom du combat contre la démocratie, il s'agissait d'accélérer la privatisation des fonctions publiques. Il a quitté le gouvernement mais le processus perdure. Voyant monter la contestation, des oligarques comme Mark Zuckenberg prétendent répondre eux-mêmes aux demandes de régulation avec des codes internes à leurs groupes. En somme les régulés seraient aussi les régulateurs ! D'autres comme Dario Amodei accepteraient des contrôles externes limités, faisant de mauvaise fortune bon cœur. Que les gouvernements français et allemands fassent obstacle à développer une régulation est choquant.

La croyance aux vertus de l'IA dans l'administration française étonne mais s'explique : la sous-traitance des missions est une dimension de la tendance générale à une gouvernance managériale de l'Etat. Or l'Etat n'est pas une entreprise, car un gouvernement a le devoir d'agréger des intérêts différents autour de choix socio collectifs. Faute d'y parvenir il lance des objectifs, décide de règles, d'aides et d'incitations en conséquence, qu'il adapte et transforme sans cesse face aux événements. Incohérence et inefficacité en résultent. L'Etat qui ne sait plus investir mais qui se veut toujours Providence ne tient pas ses promesses, il creuse la dette publique et génère une bureaucratie structurelle. Centralisé, il empile plusieurs niveaux territoriaux décisionnels entre les citoyens et lui.

Alexandre Pointier, un ancien haut fonctionnaire, a publié un essai lucide « L'Etat incapable », où il souhaite redonner efficacité à l'action publique. L'ambition est que l'Etat devienne une « puissance démocratique ». Pour ce faire il devra accompagner les citoyens vers l'exercice effectif de leurs droits, donner à ses agents le pouvoir d'agir, redevenir un bâtisseur et réinventer une planification. Mais ceci impliquerait que les droits effectifs s'accompagnent d'obligations pour accroitre et partager les responsabilités, avec des agents et une société civile qui le veuillent. Ceci nécessiterait une codétermination dans les entreprises et sur le terrain, en même temps que la décentralisation de l'Etat. Encore ne faut-il pas raisonner en vase clos, hors du contexte de l'économie financiarisée et globalisée dans laquelle nous baignons. Dans ce cadre toute la croissance est sous la contrainte du pouvoir des groupes de la Tech et des investisseurs financiers qui déterminent les choix d'investissement. Une certaine « socialisation » est nécessaire pour faire prévaloir des choix collectifs. Cela n'est plus ou rarement possible par des nationalisations, d'autant plus que la bureaucratie ne sait plus gérer et que l'intelligence du marché est dans le privé. Il faudra inventer des partenariats public-privé dans le cadre d'une nouvelle économie mixte et réapprendre ensemble à planifier en assumant une complémentarité des rôles. Elle sera adossée à une fiscalité du capital et soutenue par une finance institutionnalisée afin que l'épargne soit orientée vers l'investissement et l'innovation aux niveaux régionaux, nationaux et européen et sans nier l'exigence de compétitivité en économie ouverte.

Il est clair que ceci exige une réorientation de la politique européenne. Rien ne sert de vouloir imiter les USA ou la Chine. L'UE n'est pas un Etat souverain, mais un ensemble d'Etats qui partagent leurs souverainetés dans une Union sans niveau fédéral. Les Français n'ont pas encore pleinement assumé ce cadre, ils lui demandent surtout de nous protéger y compris dans nos erements. L'UE nous protège, en particulier grâce à l'euro, mais elle nous expose aussi et mal parce qu'elle s'est coulée dans la compétition du capitalisme globalisé en ignorant largement la nécessité de la coopération et la solidarité entre ses membres. Elle a très peu d'infrastructures communes pour les services d'intérêt général en matière de santé, de formation et de partage et traitement des données numériques. La présidente de la Commission, Ursula van der Leyen, prend unilatéralement des décisions politiques sans en avoir mandat. La politique de Défense est axée sur le réarmement sans être accompagnée d'une géopolitique d'une construction de la paix. Et alors qu'une nouvelle crise financière globale suite à un surendettement public et privé massif menace d'éclater, elle ne s'y prépare pas. La France, entièrement responsable de sa dette, criera « à l'aide », la BCE fera un effort mais que ferions-nous d'un répit ? Pour toutes ces raisons on n'a le choix qu'entre une désintégration probable de l'UE ou une refondation qui redonne corps à une idée de Fédération. Je me suis beaucoup exprimé en ce sens, je n'y reviens pas.

Je plaide pour une révolution démocratique partenariale et plurinationale. Pacifique, graduelle et puissante elle redonnerait sens à la politique, à des sociétés qui pensent et agissent pour le bien commun. Quoi qu'il en soit, les Etats Européens et leur Union devront de plus en plus défendre leur existence en la justifiant à nouveau devant des citoyens déboussolés et anxieux. Il n'est pas fatal que la montée aux extrêmes fasse sombrer la démocratie dans le chaos, mais pour cela de nouveaux mouvements doivent se former, se coaliser, qui redonnent sens aux idéaux ancestraux perdus de vue, aux promesses de paix et de prospérité.

Impacts et mensonges : un combat pour la vérité

Concernant les choix et les impacts de la révolution numérique, la géopolitique des Etats rivaux, inspirée par une vaine quête de « puissance », accorde un pouvoir dément à des géants de la Tech qui ne visent nullement la paix mais donnent du carburant à la préparation de la guerre. Da Ampoli a raison de dénoncer la bascule militaire de la Tech, elle sert à fabriquer des chaînes de mort. Ce n'est pas un problème pour un Peter Thiel, pour qui sauver l'être humain ne fait pas sens. Le fondateur de Palantir, super champion du renseignement civil et militaire, a pour principaux clients l'US Army et le Pentagone. Ce n'est pas un problème non plus pour un Elon Musk, grand propriétaire de satellites dans le proche espace qui vend ses services sur tous les tableaux.

Dans la cyberguerre les attaques militaires sont déjà déléguées à des machines dont la conduite ne sera bientôt plus contrôlable observe Ahana Datta Fasel, autrice de « Full Stack Spies », un livre qui traite du cyber espionnage. On ne pourra plus identifier l'attaquant, et il sera aussi beaucoup plus difficile de prévoir et contrôler la conduite du défenseur. Dans un contexte de crise, tous deux ne pourront plus répondre à une action dont le sens n'est plus discernable. Alors la dissuasion nucléaire qui prétendait nous garder de la folie des Etats rivaux n'a plus aucune justification. L'Occident n'a-t-il pas fermé les yeux sur la montée en puissance d'une République islamique en Iran, Etat terroriste et totalitaire ? Il l'a même financé et les Européens font comme le Tartuffe de Molière : « Cachez-moi cette réalité que je ne saurais voir ». Être lucide face à la multiplication des armes et des conflits, c'est prendre conscience du risque d'une guerre totale, il faudra lancer des manifestations de masse ici et partout pour le désarmement.

S'agissant de la prospérité avec l'IA, nous sommes victimes d'une formidable supercherie. Sir Demis Hassabis, fondateur de Deep Mind, prévoit « une ère d'abondance radicale », et l'investisseur Marc Andreessen annonce « une croissance absolument stratosphérique de la productivité qui éliminera tous les soucis en matière d'inégalités ». Simon Johnson, prix Nobel d'économie en 2024, n'y croit pas du tout, ni Adair Turner, ancien président de l'Autorité de régulation des marchés financiers puis du patronat au Royaume-Uni, qui dénonce une grande illusion. Certes l'IA livre de grands bénéfices à ceux qui savent s'en servir positivement et dans différentes tâches, mais telle qu'elle est conçue elle engendre des maux plus importants : détérioration de la santé mentale des jeunes, enflure des litiges et des services juridiques, fake-news, concentration des propriétés, hausse des prix de la terre et des logements, inégalités, isolement, voire exclusion de populations… De même alors que les impacts du réchauffement climatique et de la dégradation de la biodiversité sont déjà massifs, ils ne sont pas réduits par la vertu de technologies dopées par l'IA. L'innovation est loin d'avoir toujours signifié « une destruction créatrice » qui n'engendrerait que des progrès d'humanité. Aujourd'hui miser autant sur une IA auto générative qui serait comme un pilote automatique est coupable et honteux.

Je tiens à dénoncer aussi le danger pour la démocratie qu'est l'usage massif de la statistique sans recul critique ni formation. De façon péremptoire, des médias propagent l'affirmation telle une évidence des formidables progrès à venir de la productivité par l'IA. Et j'ai connu des diplômés en master d'économie qui ne savaient pas ce qu'est la productivité, mesurée comme rapport entre la production nette et le travail direct et indirect effectué. Or une condition sine qua non de la hausse du pouvoir d'achat est précisément la croissance de la productivité. J'ai été comptable national, et quand je demande à des statisticiens « comment mesurez-vous la valeur des services immatériels », ils me répondent que cela reste au stade de la recherche. Et pour cause : les politiques s'en moquent totalement. Les impacts indésirables de la technologie sur les capacités humaines et notre environnement restent négligés. Le temps perdu par les consommateurs rivés plusieurs heures par jour sur leurs écrans également, sans parler de la capture commerciale du temps des loisirs… Arthur Mensch, fondateur de Mistral (la startup française qui a décollé), nous avertit très simplement qu'à l'avenir l'essentiel de la croissance mondiale risque d'être effectué par deux ou trois firmes privées géantes.

Avec le théoricien marxiste Paul Boccara nous avons appelé à intervenir dans la gestion, l'investissement et le financement des entreprises et des infrastructures avec de nouveaux critères d'efficacité. Celle-ci serait mesurée en termes de valeur ajoutée disponible (VAD) pour le développement humain, et non plus seulement de rentabilité financière du capital investi. Comme conseiller à la Commission européenne et dirigeant d'association j'ai pu mesurer la fécondité de cette novation s'agissant des investissements de long terme.

Les gens ont bien perçu que les crises actuelles sont d'ordre systémique, mais dans le cadre de démocraties délégataires, ils se retournent contre leurs gouvernants, lesquels ont peur du peuple. C'est un cercle vicieux où les tentations radicales s'installent aux extrêmes de gauche comme de droite, et les haines s'incrustent. Stigmatiser « les populismes » ne sert à rien. On a tout tenté sauf à rendre possible la participation des masses à des transformations systémiques des conditions de vie, et où le dialogue serait conçu pour rendre les conflits, aujourd'hui stériles, viables et constructifs. Nous en avons fait l'expérience avec l'association Confrontations Europe. J'ai résumé ainsi le sens de cette novation politique : « La société au pouvoir ». En anglais « Empowering society ». Et nous avons appelé à « former société en Europe ».

Des combats de civilisation

Juste après la désintégration de l'Empire soviétique, Francis Fukuyama a publié en 1992 un essai devenu célèbre « La fin de l'histoire et le dernier homme ». Pour lui l'idéal de la démocratie libérale étant réalisé, le dernier homme allait vivre en confort et en sécurité, mais non sans ennui car ce serait la fin des idéologies. Double erreur : la démocratie libérale est malade, en décomposition systémique, et en Occident nombreux sont ceux qui voient se dégrader leur niveau de vie comme leur sécurité. Fukuyama a pu anticiper l'arrivée des « populismes », mais sans distinguer le vif sentiment de perte de sens et d'humiliation que vivent nombre de nos populations.

Heidegger avait clairement diagnostiqué le règne de la technique, la conquête du monde et la fin de la métaphysique occidentale comme caractéristiques des Temps nouveaux. Nous en sommes toujours là mais l'histoire n'est pas finie et pour la rouvrir tout autrement voyons du côté de Karl Jaspers qui en 1946 esquissait un enjeu de civilisation. C'est sans doute la fin de la civilisation telle que l'Europe l'avait conçue, mais c'est aussi peut être le début d'une civilisation universelle. Il y décelait « une tâche infinie », soulignant la nécessité d'un renouveau moral et politique.

En ce sens une conscience de l'altérité est un défi fondamental. Dans les années d'après-guerre, la science-fiction n'imaginait pas la venue d'un « dernier homme » sauf par autodestruction, mais plutôt la venue de mutants, pour un mal ou pour un bien, comme dans la célèbre trilogie d'Asimov « Fondation ». Aujourd'hui amoureux d'eux-mêmes derrière leurs machines, nombre de champions ou de consommateurs de la technologie numérique n'imaginent qu'un homme augmenté, dépassé, ou méprisable voire inutile. Et nous les autres, comment imaginons-nous l'homme de demain ? Et si l'idée d'humanité ne relève plus du Sacré, du moins pouvons-nous en faire un bien commun, unis dans la diversité.

Des catastrophes humaines, il y en a eu, il y en a et il y en aura d'autres, quand les bouleversements de notre environnement s'accentuent ainsi que nos préjugés et divisions intestines. Mais un catastrophisme n'est pas de mise. Tous nos combats peuvent s'inscrire dans une perspective de civilisation. Non pas la fin de l'histoire, mais un nouveau commencement.

Philippe HERZOG, novembre 2026

Philippe Herzog a publié de nombreux livres sur l'Europe, et plusieurs essais pour une régénération de nos ressources spirituelles et notre conscience historique afin de refonder l'Union européenne. Ancien dirigeant communiste, polytechnicien et professeur d'Université, président fondateur de Confrontations Europe, il a été député européen de 1989 à 2004, puis conseiller à la Commission européenne de 2009 à 2014.



Claude et **Philippe Herzog** animent le **Cercle cinéphile *OpenWorld-Regards croisés*** qui propose chaque mois des conférences sur des sujets de société et/ou géopolitiques assorties de projections de films des grands maîtres ou de jeunes talents émergents de la cinématographie mondiale.



www.entretiens-europeens.org

Édités par Les Entretiens Européens & Eurafricains.